

→ QUELLES POLITIQUES ECONOMIQUES DANS LE CADRE EUROPEEN ?

Objectifs d'apprentissage

1. Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro) ; comprendre les effets du marché unique sur la croissance.
2. Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence.
3. **Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture.**
4. Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens ; comprendre les difficultés soulevées par cette situation (défaut de coordination, chocs asymétriques).

Plan:

A. Pourquoi une politique conjoncturelle ? Recherche d'une croissance équilibrée...

- 1) *Les deux dimensions de la conjoncture (réelle et monétaire) observables par les autorités institutionnelles : ...*
- 2) *... des autorités institutionnelles qui visent des objectifs ambitieux mais complexes...*
- 3) *...d'autant que ces politiques se font sous contrainte : la question du budget (taille) et de son équilibre*

B. ...et comment y parvenir : quelles politiques conjoncturelles ?

1. **Une politique budgétaire volontariste peut agir sur la conjoncture...**
2. **... et cette conjoncture peut aussi être « réglée » par des choix monétaires et financiers : la politique monétaire conventionnelle et non conventionnelle**

- *La **conjoncture** : évolution du PIB volume/valeur*
- *La place de l'APU au sein du circuit économique*
- *Le lien entre le budget et la conjoncture*
- *Les objectifs de la **politique économique conjoncturelle** : le carré magique de Kaldor*

La politique monétaire

- ➔ Les canaux de transmission de la politique monétaire

La politique budgétaire

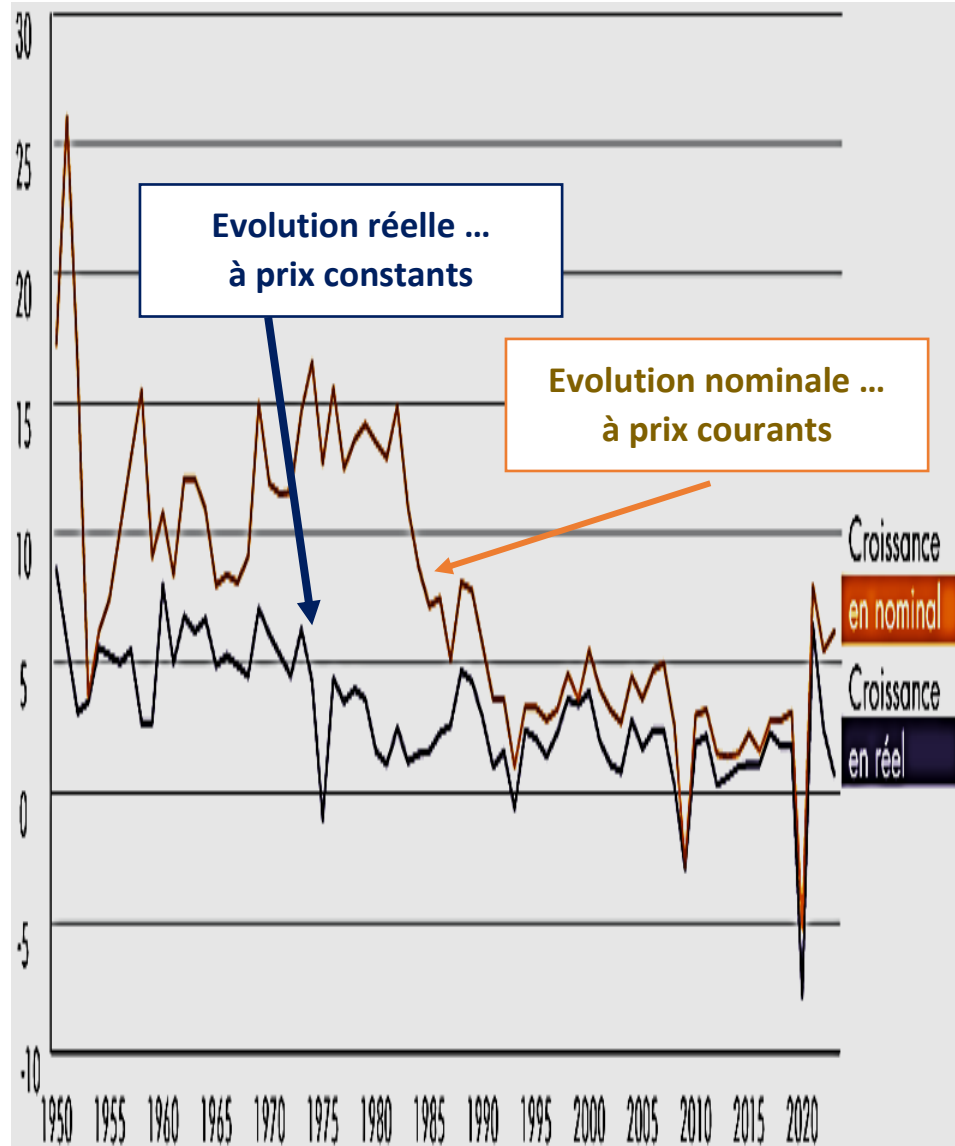
- ➔ Les canaux de transmission de la politique budgétaire

A. Pourquoi une politique conjoncturelle ? Rechercher une croissance équilibrée...

1. Les deux dimensions de la conjoncture : aspects réels et monétaires observés par les autorités institutionnelles : ...

Conjoncture : L'évolution du PIB en volume et en valeur

(En %)



Source : lafinancepourtous.com, d'après l'INSEE.

Interpréter le graphique : *Vrai ou faux ?*

	V	F
a. L'outil statistique utilisé est un taux de variation pour les deux courbes ?		
b. Le PIB français en valeur de 1950 est supérieur à celui de 2018.		
c. Le PIB français en volume n'a diminué que 4 fois pendant la période.		
d. <u>En 2000</u> le PIB français en valeur et en volume était d'environ 5 milliards d'euros.		
e. Sur la période le PIB en valeur augmente plus rapidement que le PIB en volume		

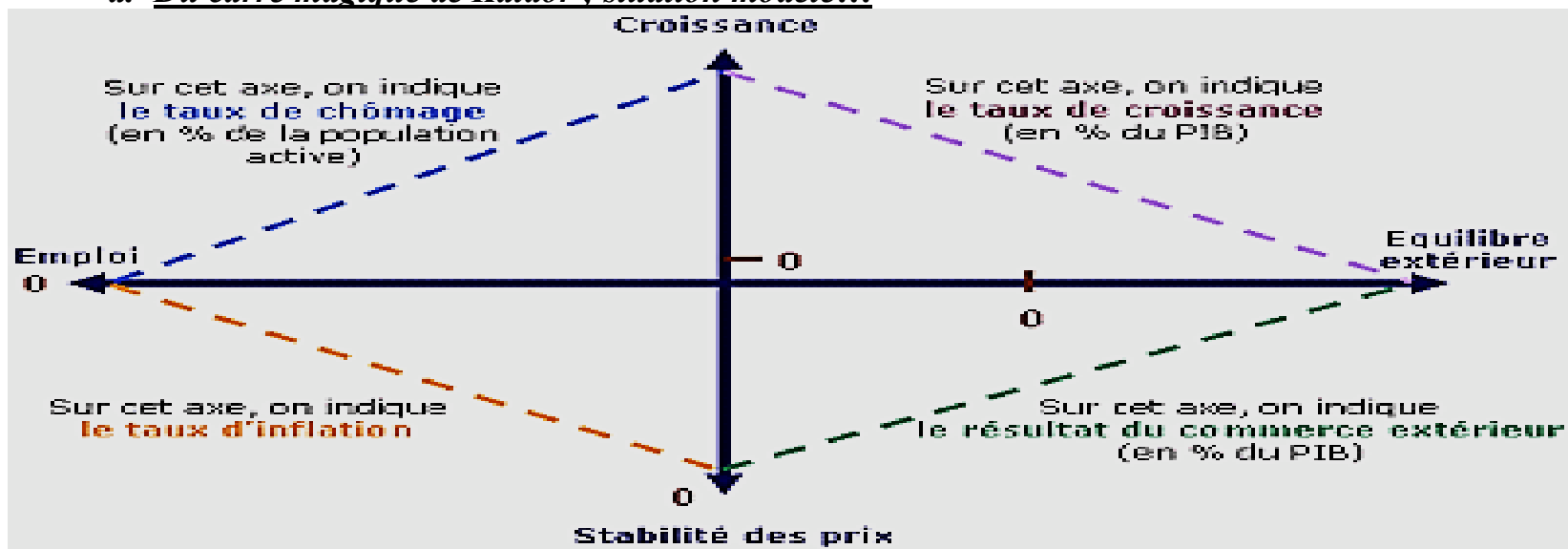
... sous ses aspects réels (R) ou monétaires (M) ?

	R	M
a. Le PIB est un ensemble de biens et services marchands et non marchands		
b. Il est difficile de faire la somme de tonnes de carottes et d'avions produits		
c. La hausse du niveau général des prix en moyenne peut faire augmenter « artificiellement » le PIB		
d. <u>En 2023</u> le PIB français est estimé à 2823 milliards d'euros.		

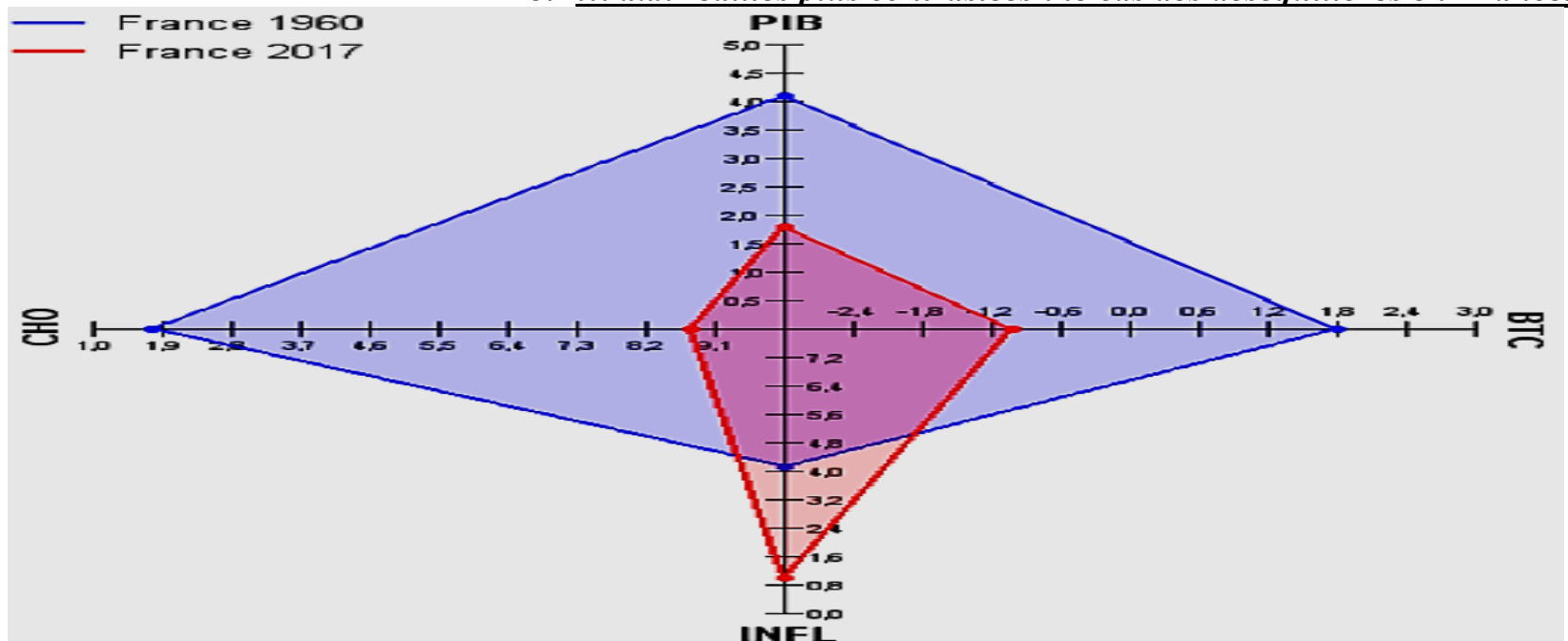
Bilan : L'évolution du PIB (indicateur de la **croissance économique***) est toujours une évolution qui combine des effets de prix **et** des effets de quantité (volume). Logiquement en cas de croissance **et** d'inflation le PIB **en valeur** augmentera **nominalement** plus vite. A **prix constants** les deux évolutions **seraient** confondues mais dans la « réalité » les prix évoluent (= **prix courants**). Pourtant la **croissance réelle** doit être mesurée à prix constants afin de neutraliser l'effet prix (la question : les résidents ont-ils produit un **volume** plus important de biens et services ?)

2. ... des autorités institutionnelles qui visent des objectifs ambitieux mais complexes...

a. Du carré magique de Kaldor ; situation modèle...



b. ... aux réalités plus contrastées : le cas des déséquilibres en France.



1. C'est l'économiste britannique Nicholas Kaldor (1908-1986) qui est à l'origine de cette théorie. Le carré magique est une représentation graphique de la santé économique d'un pays. Ce graphique présente les quatre grands objectifs : ... (à définir)
2. A l'aide d'un schéma logique associez deux objectifs atteints grâce à la **croissance extensive** et deux grâce à la **compétitivité prix**
3. Faire un tableau de comparaison 1960 et 2017 et conclure sur les déséquilibres d'hier... et d'aujourd'hui.
4. **Conclusion** : carré magique ou quadrature du cercle?! Réfléchir aux difficultés de cohérence des 4 objectifs
Ex. croissance et équilibre extérieur

3. ... d'autant que ces politiques se font sous contrainte :

→ a. la question du budget (structure : taille et composition

Dépenses des A.PU. ...

Intitulés	Années	2008	2014
Dépenses de fonctionnement dont		348,5	399,0
Consommation intermédiaire		93,1	110,1
Rémunération des salariés		246,6	278,2
Intérêts		56,2	46,1
Prestations et autres transferts dont		571,3	700,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature		350,9	429,8
Transferts sociaux en nature de produits marchands		108,1	128,0
Subventions		29,1	47,3
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers dont		81,6	81,7
F.B.C.F.		78,6	78,6
Total des dépenses		1 057,6	1 226,7

Placez : (a) Construction d'infrastructures (ex. routes ; ponts...) ; (b) Achats d'équipements militaires ; (c) Versements des pensions retraites ; (d) Paiements des professeurs ; (e) Frais médicaux remboursés

... Recettes des administrations publiques

Intitulés	Années	2008	2014
Production des branches marchandes et ventes résiduelles dont		51,3	59,0
Revenus de la propriété		19,3	15,0
Impôts et cotisations sociales dont		881,6	1 019,1
Impôts sur la production et les importations		293,3	336,9
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine		234,4	270,0
Cotisations sociales nettes		350,7	408,5
Autres transferts		18,8	22,6
Total des recettes		994,1	1 142,6
Epargne brute		35,2	13,1
Capacité (+) ou... Besoin (-) de financement*		-63,5	-84,1

Calculez : (f) Calculez l'écart entre les recettes et les dépenses pour 2008 et 2014. Quelle est la nature du solde ? (g) *Justifiez...

Pour informations : PIB 2008 = 1.992.380 M€
PIB 2014 = 2.149.765 M€

§.1. Les A.PU. représentent un S.I. dont les fonctions sont :

- ✓ (1) Produire des services non marchands et...
- ✓ ... (2) effectuer des opérations de redistribution (modification de la distribution des revenus issus directement du partage de la VAB)

§.2. Le budget des A.PU est structuré autour de recettes (Rec.) et de dépenses (Dep.) elles-mêmes structurées en postes de recettes et de dépenses :

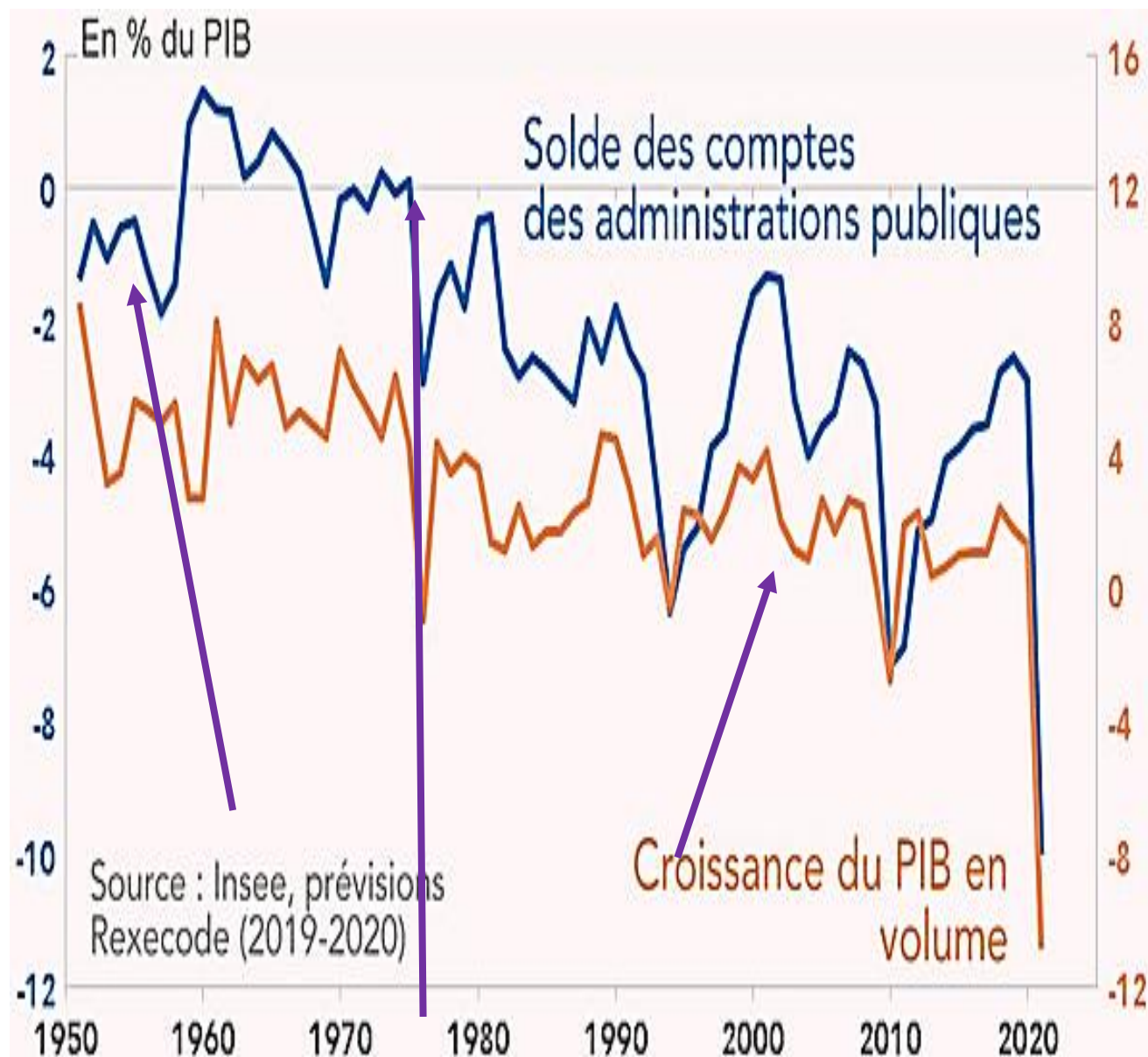
- Exemple de (Rec.) et (Dep.) associées à la fonction (1)
 - Exemple de (Rec.) et (Dep.) associées à la fonction (2)
- A l'aide de calculs de proportion (en % du PIB), en 2008 et 2014, montrez la dimension structurelle du budget de l'Etat

Le solde budgétaire : (Rec.) - (Dep.)
→ Justifiez la dernière ligne du tableau. (à différencier du solde extérieur)

§.3. Le PIB influe sur les possibilités de recettes des A.PU. et les recettes et les dépenses des A.PU. influent sur le PIB = illustrez cette dimension conjoncturelle à l'aide d'exemples en lien avec d'autres secteurs institutionnels notamment les ménages et les SNF...

→ b. ...et de son équilibre.

Le solde budgétaire des comptes des A.P.U. et
interdépendance avec la conjoncture



1. Tracez une droite approximative résumant la tendance du PIB. Pourquoi évoquer le concept de **récession à long terme** ?

2. En quoi « exceptionnellement » une proportion peut-elle être négative ? Quelle est la dernière date d'un solde budgétaire excédentaire ? Le déficit budgétaire est-il récent ? expliquez la logique Flux-Stock qui le relie à la dette publique

3. Faites une lecture de la situation *conjoncturelle* en **1960** et en **2010** pour le PIB et le solde des comptes des A.P.U.

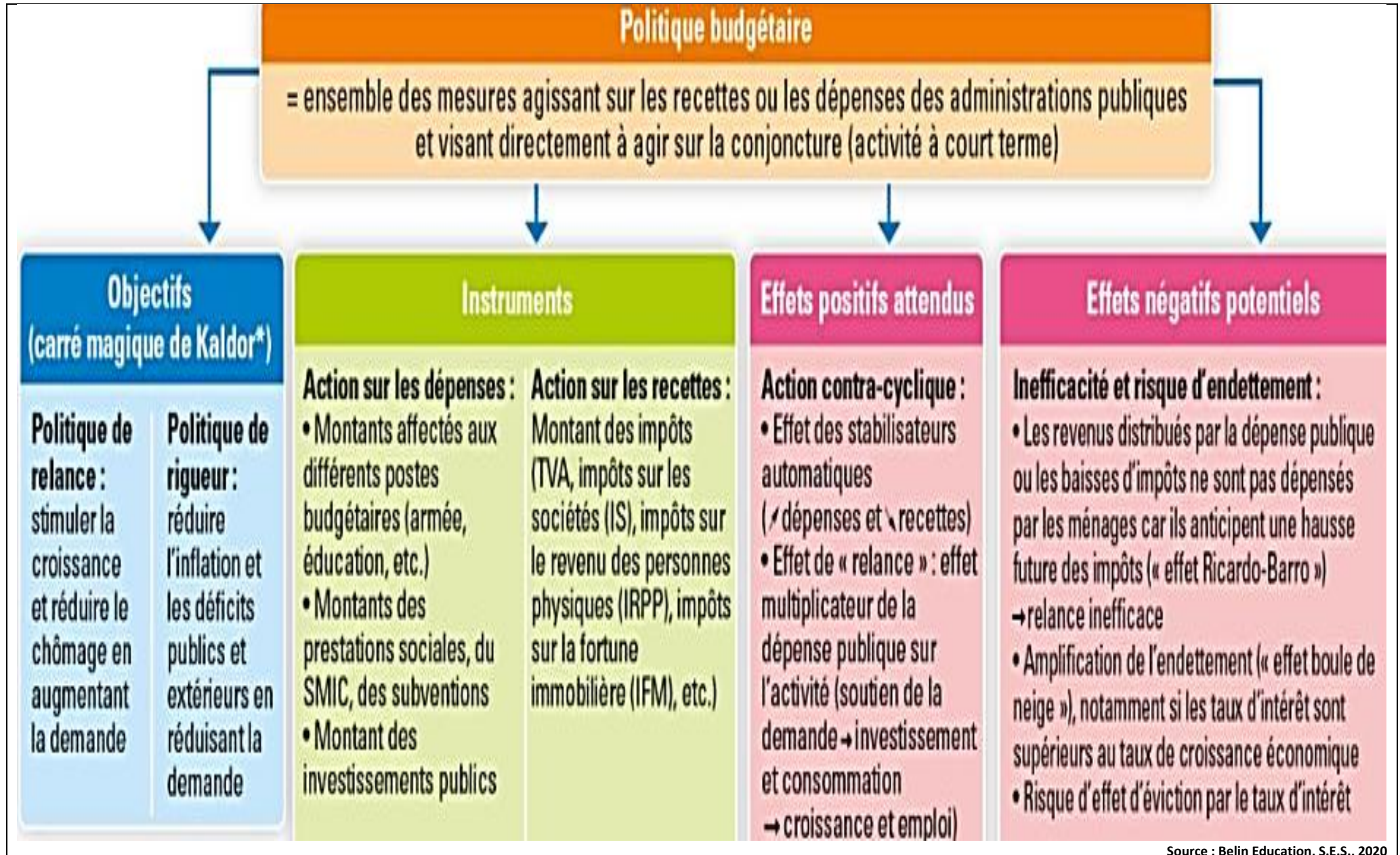
Bilan : de la corrélation à la causalité Sur l'ensemble de la période, quelle corrélation peut être mise en évidence entre la conjoncture économique (variation du PIB) et le solde budgétaire ?

Etant donné *la structure* des dépenses et des recettes des A.P.U. (doc. précédent), en quoi une augmentation *conjoncturelle* du PIB peut-elle réduire « *automatiquement* » le déficit budgétaire ? Au contraire, en quoi un ralentissement ou une baisse conjoncturelle de l'activité peut-elle « *automatiquement* » creuser le déficit ?

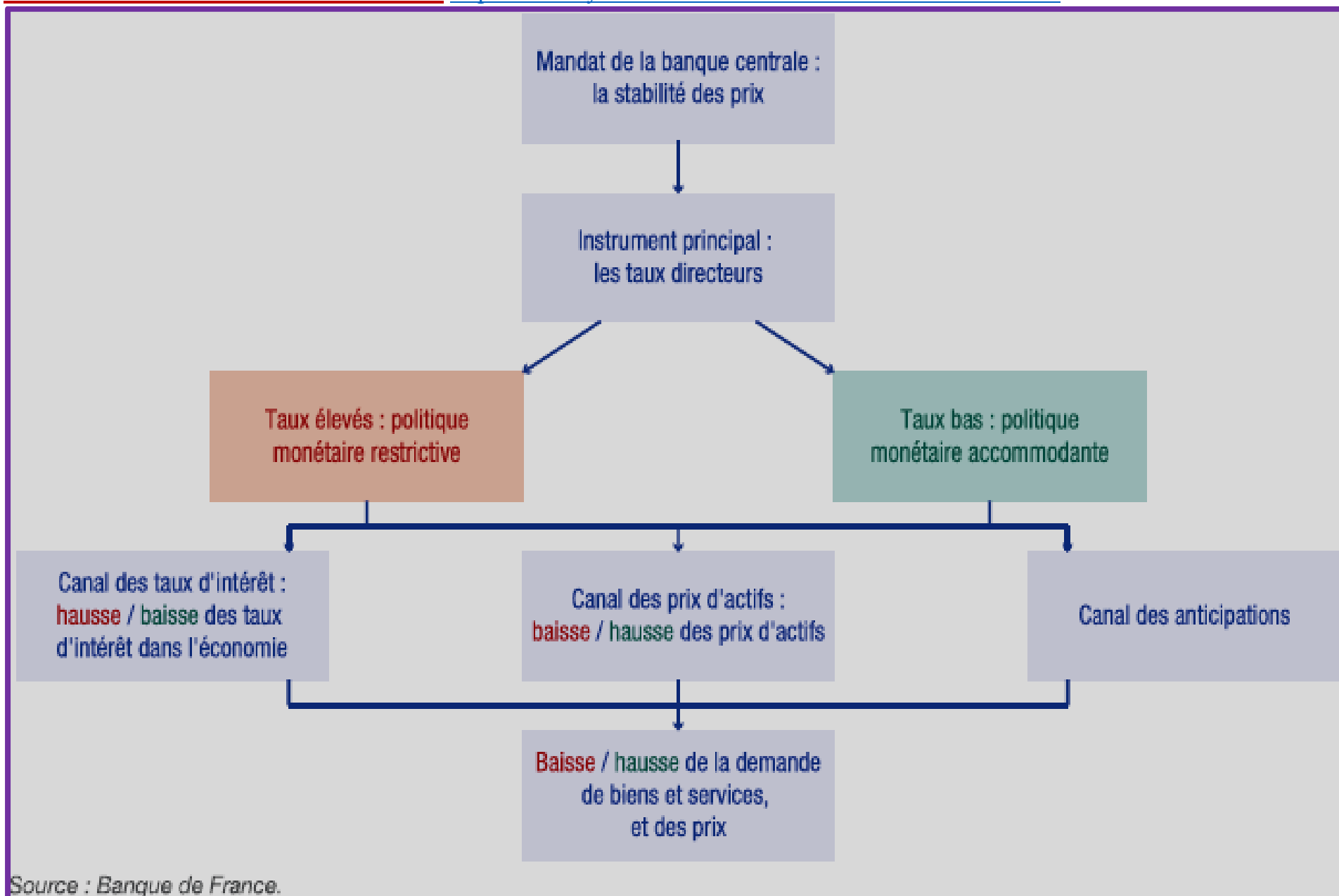
= effets de **Stabilisateurs automatiques** (à justifier) + différence avec une politique budgétaire volontariste ?

B. ...et comment y parvenir : quelles politiques conjoncturelles ?

1. Une politique budgétaire volontariste peut agir sur la conjoncture...



2. ... et cette conjoncture peut aussi être « régulée » par des choix monétaires et financiers : la politique monétaire conventionnelle et non conventionnelle <https://www.youtube.com/watch?v=11e-6CbYO18&t=34s>



Source : Banque de France.

I) De la politique monétaire conventionnelle (Par le taux directeur) ...

A) La politique monétaire en Europe est conduite par :

- 1) La FED 2) La BCE

B) Une hausse du prix moyen des biens et services correspond à...

- 1) ... une désinflation
2) ... une déflation
3) ... une inflation

C) L'objectif principal de la BCE est de...

- 1) ... éviter l'inflation
2) ... maintenir un taux d'inflation autour de 2% (Critère de Maastricht)

D) Le « prix » de la monnaie ou du crédit est à associer...

- 1) ... au taux d'inflation
2) ... au taux d'intérêt

E) Les banques commerciales empruntent de l'argent...

- 1) ... auprès des ménages
2) ... auprès de la banque centrale

F) La BCE prêter de la monnaie aux banques commerciales...

- 1) ... au taux d'intérêt directeur
2) ... au même que taux que celui proposé aux ménages.

G) Lorsque le taux d'intérêt directeur baisse, le taux d'intérêt pratiqué par les banques de second de rang devrait...

- 1) ... augmenter. 2) ... diminuer.

H) Une baisse des taux d'intérêts devrait conduire pour les ménages et les entreprises à...

- 1) ... une hausse de la demande de crédit.
2) ... une baisse de la demande de crédit.

I) Une hausse de la demande de crédit devrait conduire à...

- 1) ... une hausse de la Demande (C+I) et de l'inflation.
2) ... une baisse de la Demande (C+I) et de la désinflation.

J) Une augmentation des taux d'intérêts directeurs aura pour effet...

- 1) ... une hausse de la Demande (C+I) et de l'inflation.
2) ... une baisse de la Demande (C+I) et de la désinflation.

J) La politique monétaire conventionnelle de la BCE a pour objectif, par le biais du taux directeur de ... 1) ... réguler la masse monétaire pour garder une inflation autour de 2%.

- 2) ... faire augmenter constamment la masse monétaire pour soutenir l'activité.

K) Pour répondre à la crise conjoncturelle de 2008 et la déflation, la BCE a...

- 1) ... diminué son taux directeur.
2) ... augmenté son taux directeur.

II) ... A la politique monétaire non conventionnelle.

L) La politique monétaire non conventionnelle repose sur...

- 1) ... le guidage prospectif (« **forward guidance** »)
2) ... l'assouplissement quantitatif (« **quantitative easing** »)
3) ... 1) et 2).

M) Le guidage prospectif consiste à modifier la demande de crédit des agents en...

- 1) ... modifiant le taux d'intérêt directeur.
2) ... utilisant la crédibilité de la BCE pour modifier les anticipations des agents.
3) ... achetant des titres sur les marchés financiers.

N) Le « quantitative easing » a pour objectif...

- 1) ... d'augmenter la quantité de monnaie en circulation et donc de faire baisser les taux d'intérêt.
2) ... de diminuer la quantité de monnaie en circulation et donc de faire baisser les taux d'intérêt.
3) ... de diminuer la quantité de monnaie en circulation et donc de faire augmenter les taux d'intérêt.

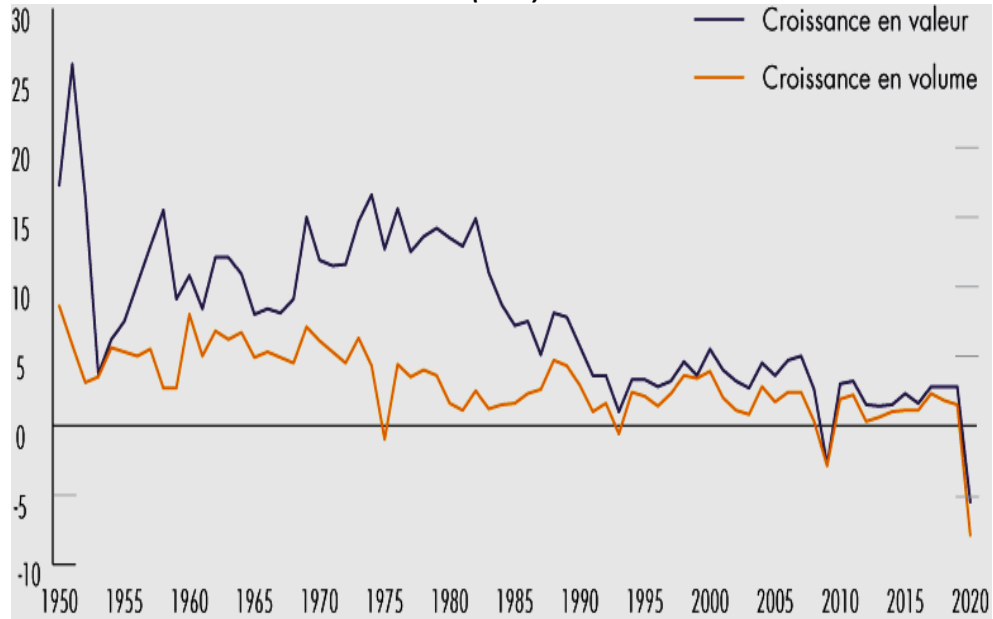
O) Pour augmenter la quantité de monnaie en circulation et donc diminuer les taux d'intérêts, la BCE...

- 1) ... achète des titres aux S.F.
2) ... vend des titres aux S.F.
3) ... ni 1). Ni 2).

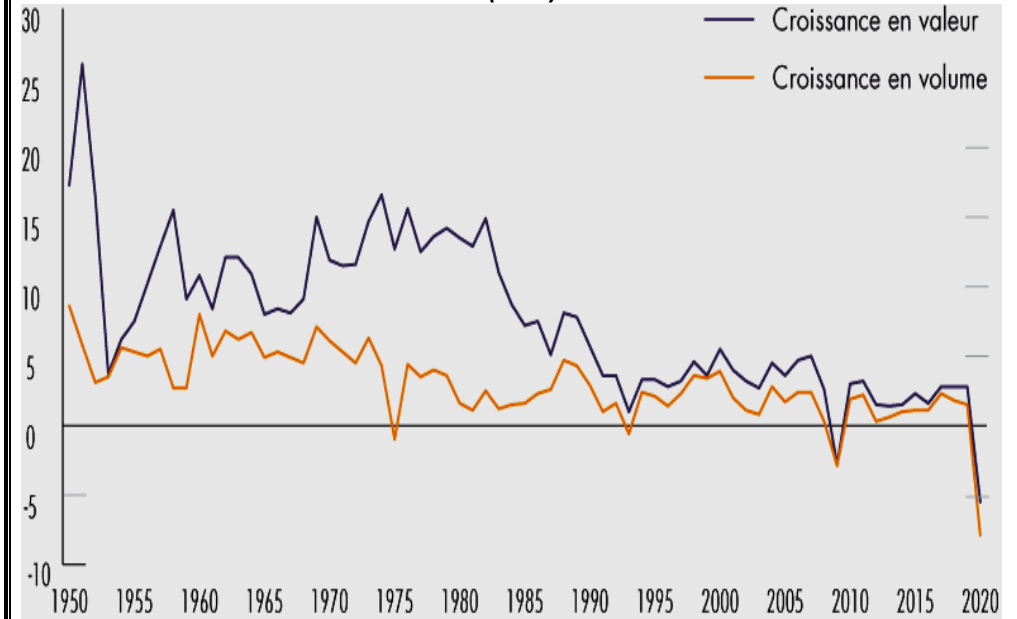
P) L'inflation peut aussi permettre en dépréciant la valeur de la monnaie face aux autres monnaies...

- 1) ... de favoriser les importations.
2) ... de favoriser les exportations.

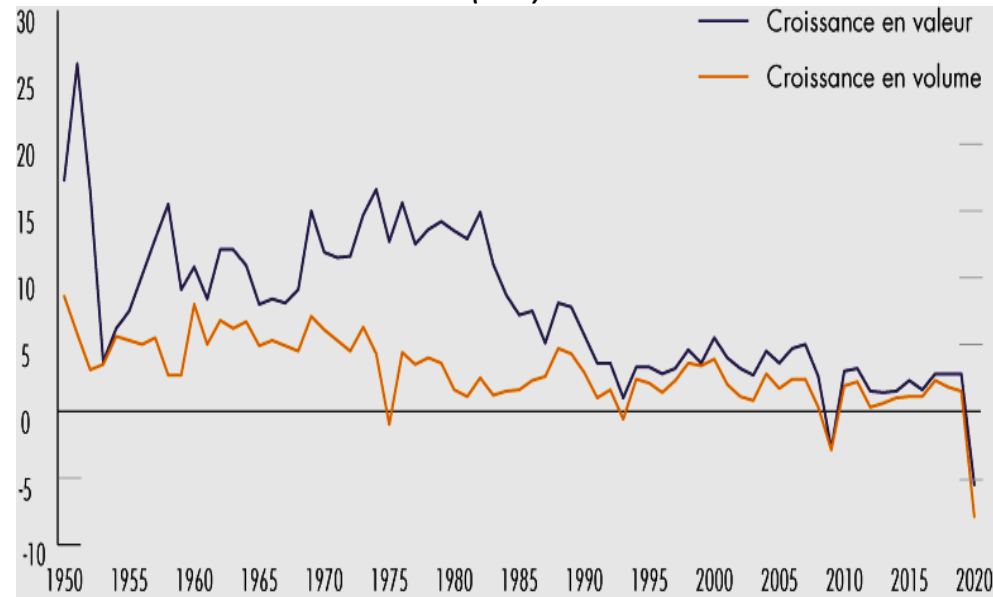
Conjoncture : L'évolution du PIB en volume et en valeur
(En %)



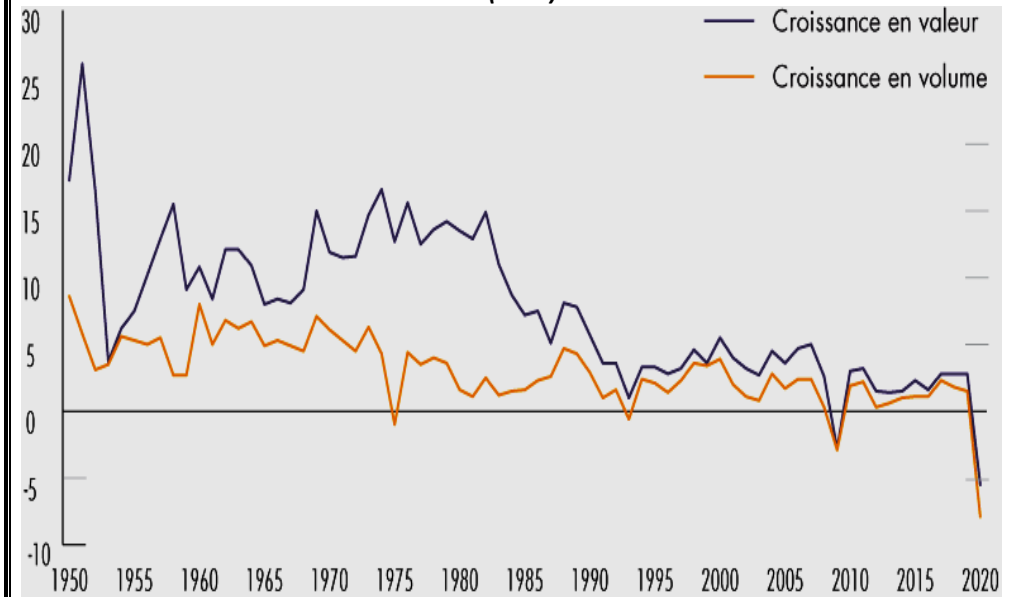
Conjoncture : L'évolution du PIB en volume et en valeur
(En %)



Conjoncture : L'évolution du PIB en volume et en valeur
(En %)



Conjoncture : L'évolution du PIB en volume et en valeur
(En %)



Dépenses des A.PU. ...

Années Intitulés	2008	2014
Dépenses de fonctionnement dont	348,5	399,0
Consommation intermédiaire	93,1	110,1
Rémunération des salariés	246,6	278,2
Intérêts	56,2	46,1
Prestations et autres transferts dont	571,3	700,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	350,9	429,8
Transferts sociaux en nature de produits marchands	108,1	128,0
Subventions	29,1	47,3
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers dont	81,6	81,7
➤ F.B.C.F.	78,6	78,6
Total des dépenses	1 057,6	1 226,7

Placez : (a) Construction d'infrastructures (ex. routes ; ponts...) ; (b) Achats d'équipements militaires ; (c) Versements des pensions retraites ; (d) Paiements des professeurs ; (e) Frais médicaux remboursés

Pour informations :
PIB 2008 = 1.992.380 M€

... Recettes des administrations publiques

Années Intitulés	2008	2014
Production des branches marchandes et ventes résiduelles dont	51,3	59,0
Revenus de la propriété	19,3	15,0
Impôts et cotisations sociales dont	881,6	1 019,1
Impôts sur la production et les importations	293,3	336,9
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	234,4	270,0
Cotisations sociales nettes	350,7	408,5
Autres transferts	18,8	22,6
Total des recettes	994,1	1 142,6
Epargne brute	35,2	13,1
Capacité (+) ou...		
Besoin (-) de financement*	-63,5	-84,1

Calculez : (f) Calculez l'écart entre les recettes et les dépenses pour 2008 et 2014. Quelle est la nature du solde ? (g) *Justifiez...

Pour informations :
PIB 2014 = 2.149.765 M€

Dépenses des A.PU. ...

Années Intitulés	2008	2014
Dépenses de fonctionnement dont	348,5	399,0
Consommation intermédiaire	93,1	110,1
Rémunération des salariés	246,6	278,2
Intérêts	56,2	46,1
Prestations et autres transferts dont	571,3	700,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	350,9	429,8
Transferts sociaux en nature de produits marchands	108,1	128,0
Subventions	29,1	47,3
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers dont	81,6	81,7
➤ F.B.C.F.	78,6	78,6
Total des dépenses	1 057,6	1 226,7

Placez : (a) Construction d'infrastructures (ex. routes ; ponts...) ; (b) Achats d'équipements militaires ; (c) Versements des pensions retraites ; (d) Paiements des professeurs ; (e) Frais médicaux remboursés

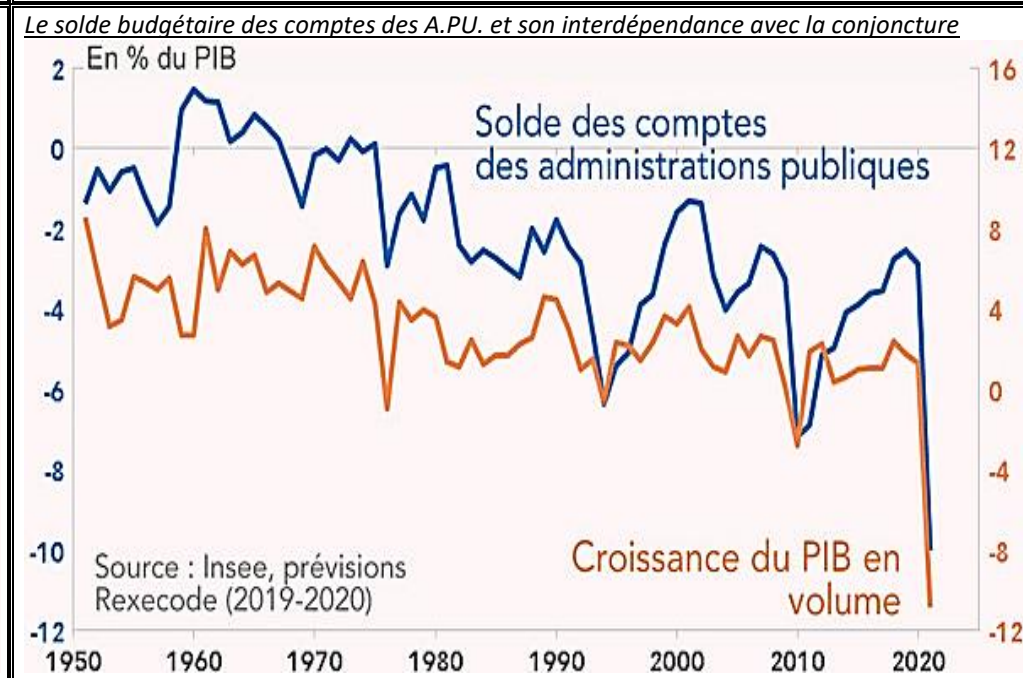
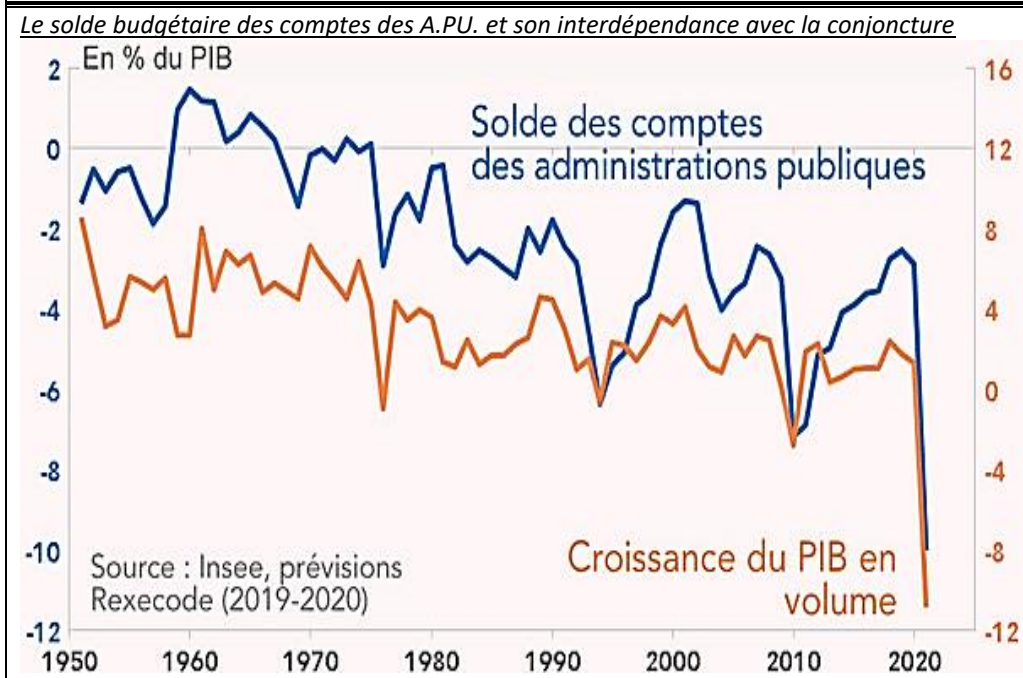
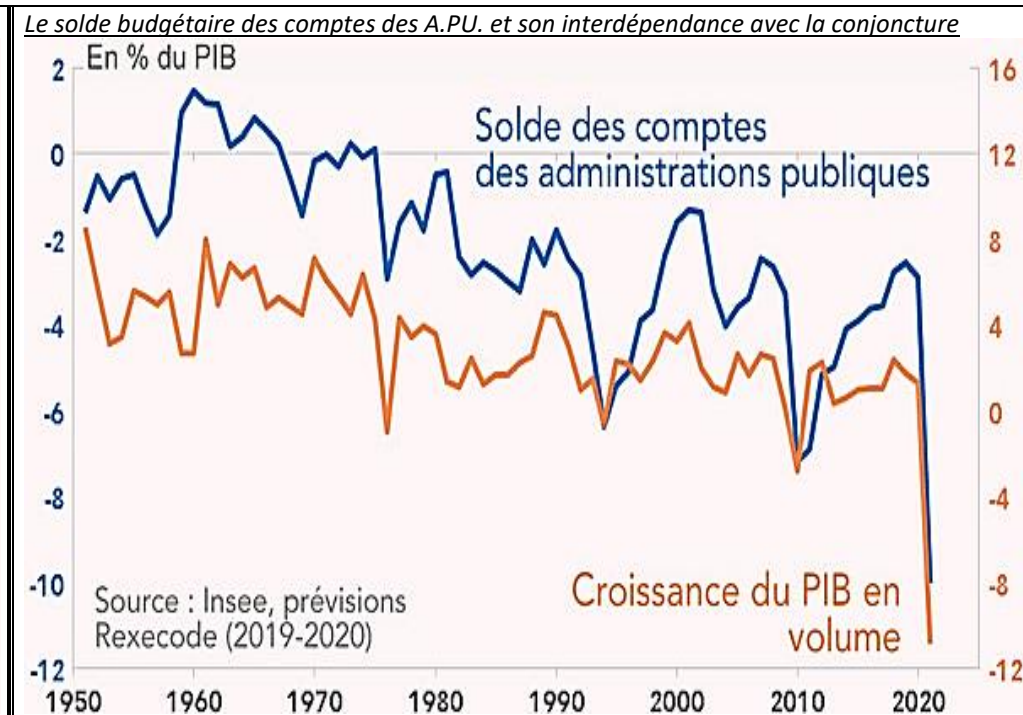
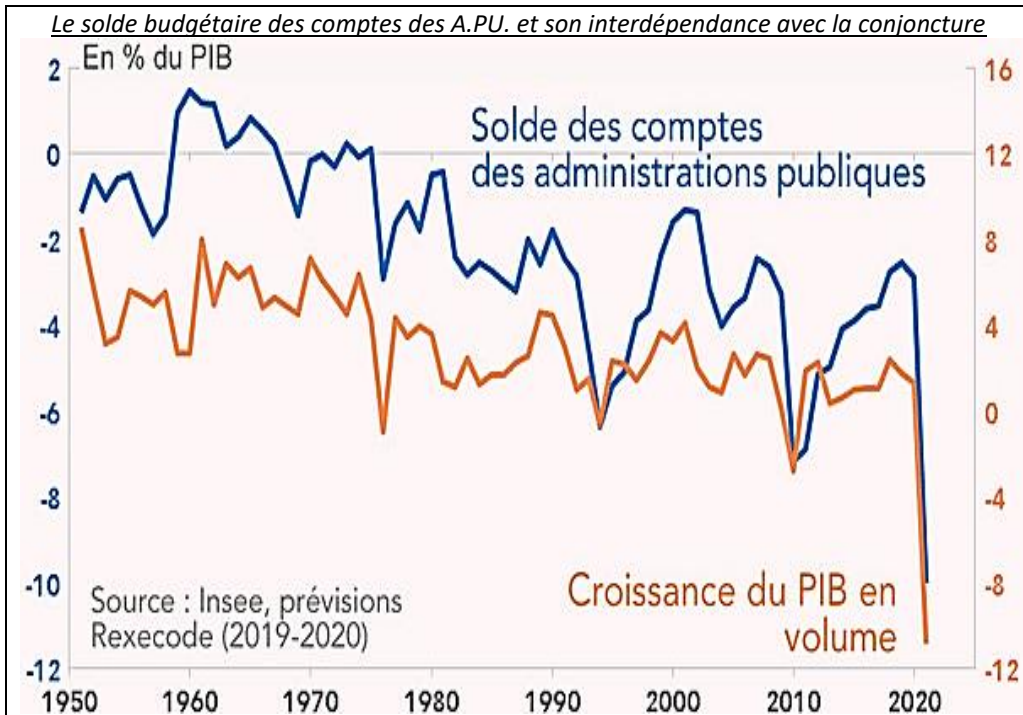
Pour informations :
PIB 2008 = 1.992.380 M€

... Recettes des administrations publiques

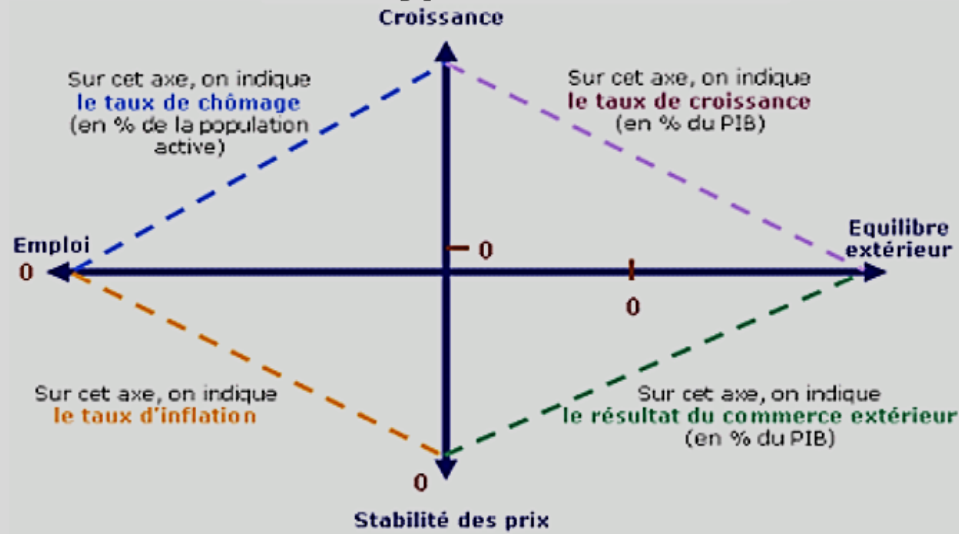
Années Intitulés	2008	2014
Production des branches marchandes et ventes résiduelles dont	51,3	59,0
Revenus de la propriété	19,3	15,0
Impôts et cotisations sociales dont	881,6	1 019,1
Impôts sur la production et les importations	293,3	336,9
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	234,4	270,0
Cotisations sociales nettes	350,7	408,5
Autres transferts	18,8	22,6
Total des recettes	994,1	1 142,6
Epargne brute	35,2	13,1
Capacité (+) ou...		
Besoin (-) de financement*	-63,5	-84,1

Calculez : (f) Calculez l'écart entre les recettes et les dépenses pour 2008 et 2014. Quelle est la nature du solde ? (g) *Justifiez...

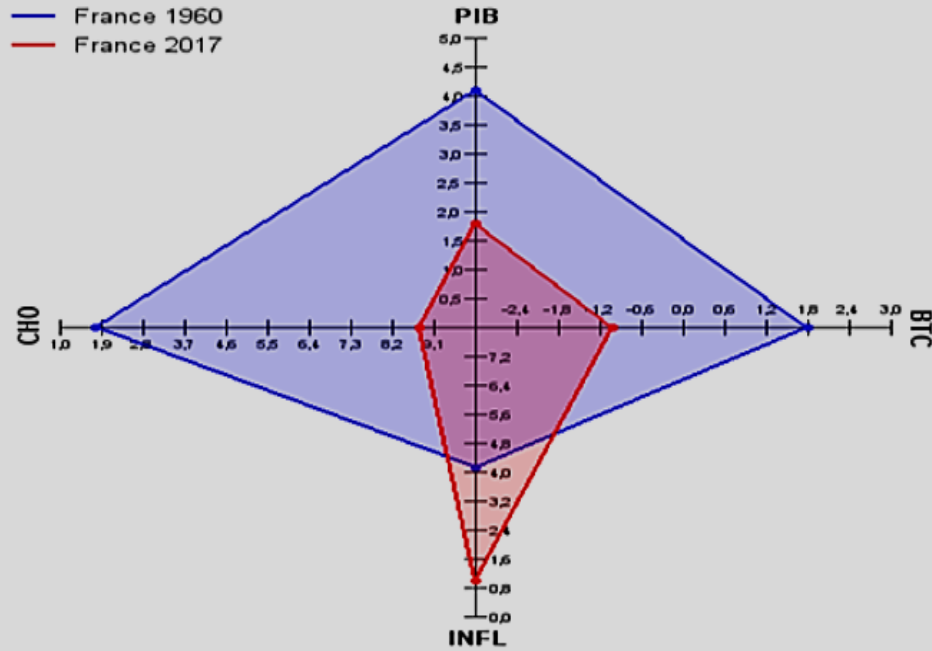
Pour informations :
PIB 2014 = 2.149.765 M€



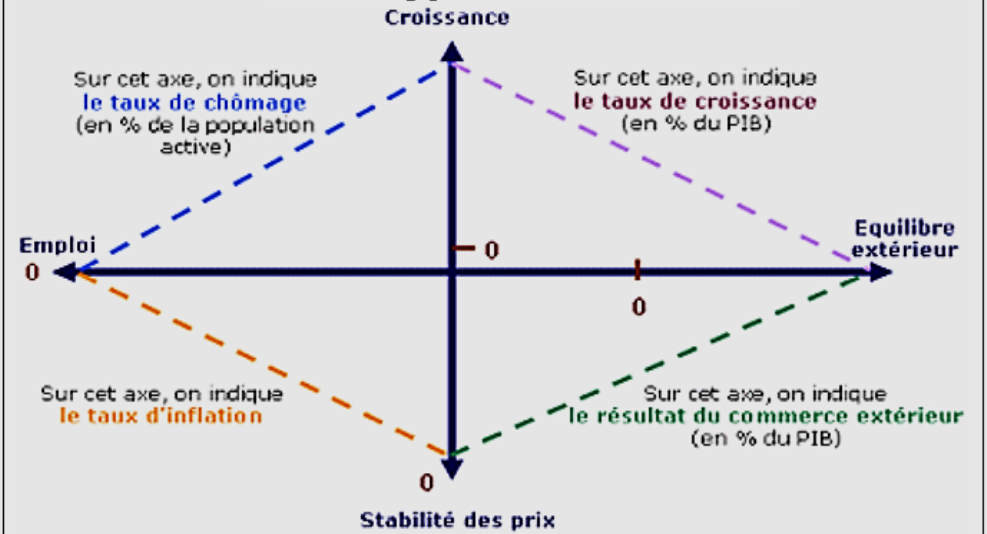
A. Du carré magique de Kaldor ; situation modèle...



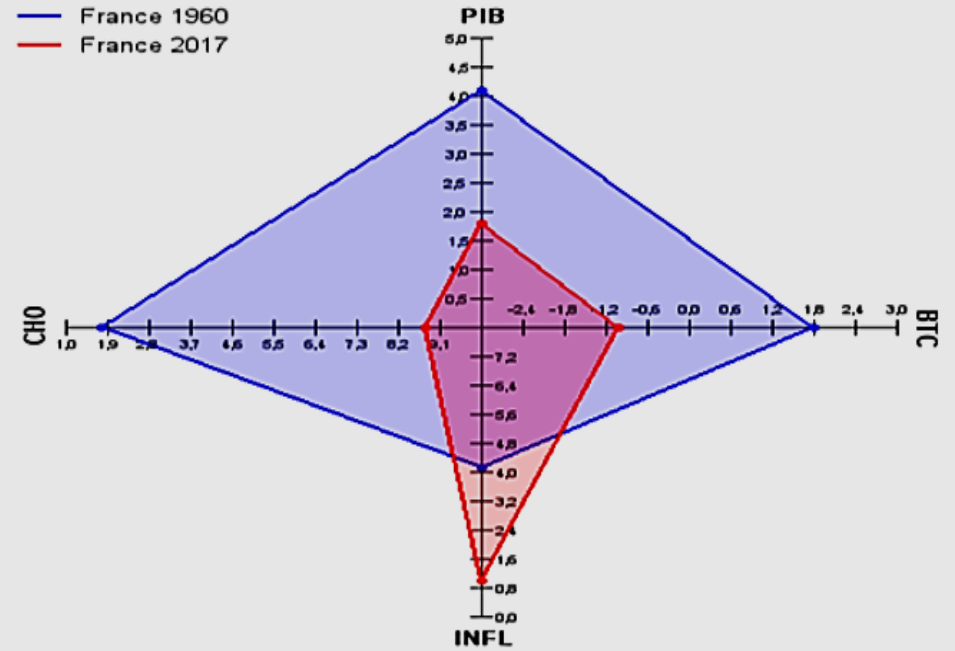
B. ... aux réalités plus contrastées : le cas des déséquilibres en France



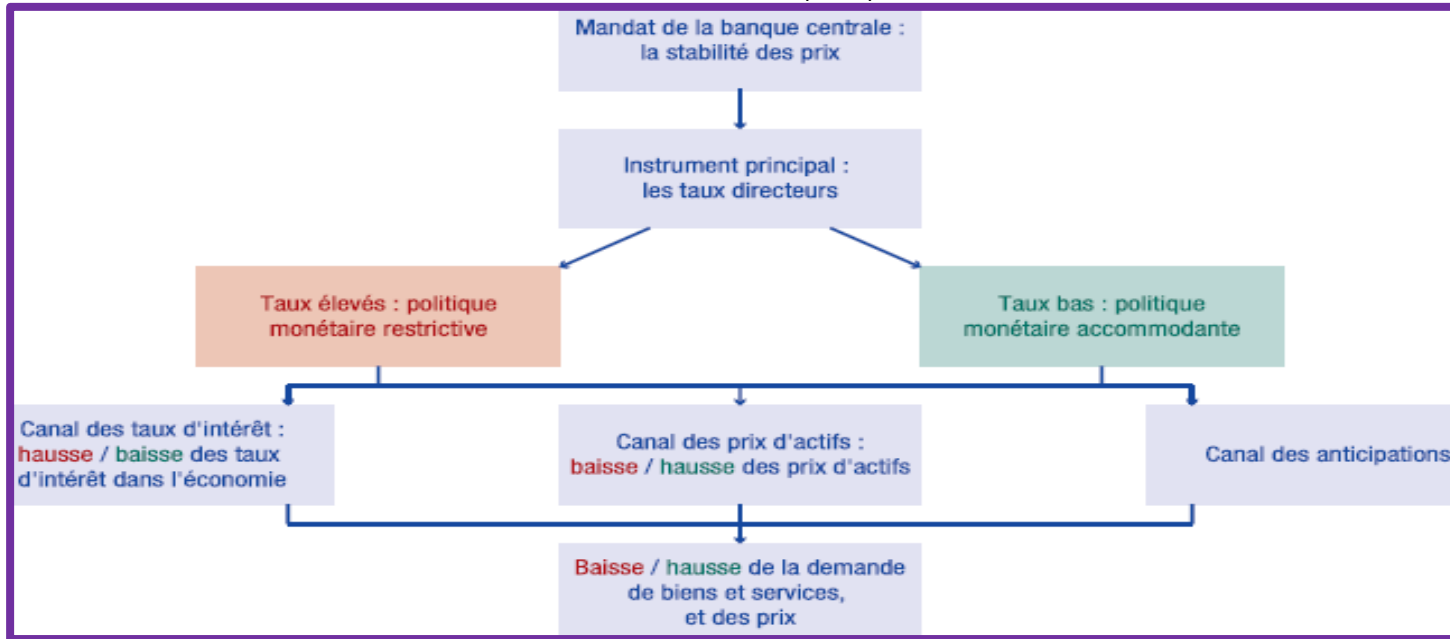
A. Du carré magique de Kaldor ; situation modèle...



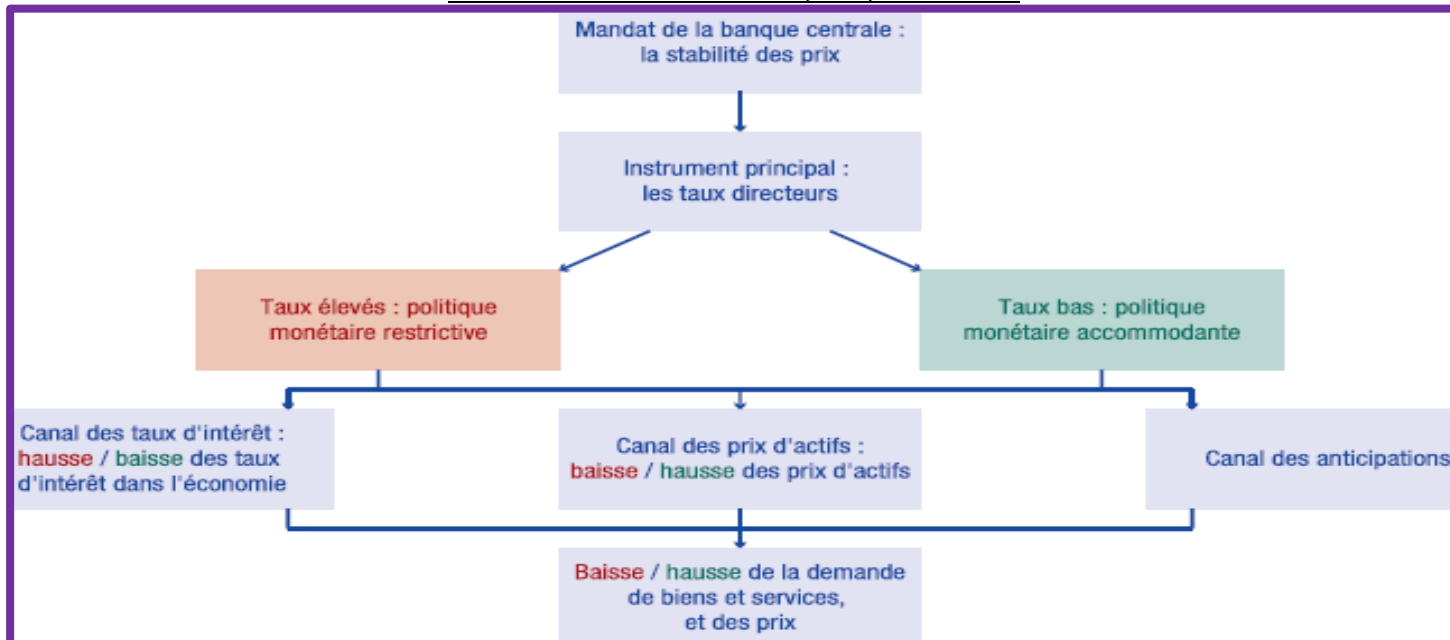
B. ... aux réalités plus contrastées : le cas des déséquilibres en France

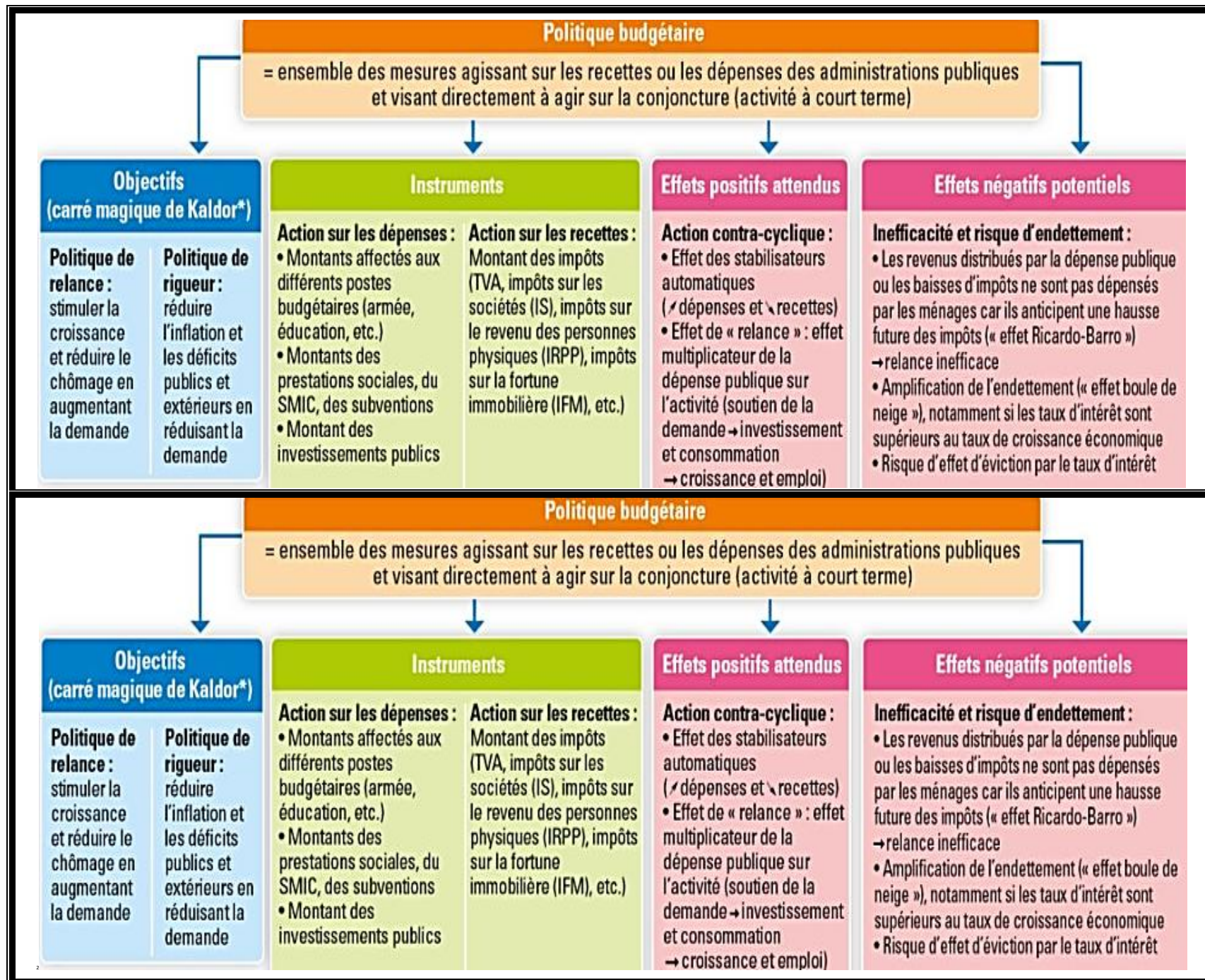


Les canaux de transmission de la politique monétaire



Les canaux de transmission de la politique monétaire





A) La politique monétaire en Europe est conduite par :

- 1) La FED 2) La BCE

B) Une hausse du prix moyen des biens et services correspond à...

- 1) ... une désinflation
2) ... une déflation
3) ... une inflation

C) L'objectif principal de la BCE est de...

- 1) ... éviter l'inflation
2) ... maintenir un taux d'inflation autour de 2% (Critère de Maastricht)

D) Le « prix » de la monnaie ou du crédit est à associer...

- 1) ... au taux d'inflation
2) ... au taux d'intérêt

E) Les banques commerciales empruntent de l'argent...

- 1) ... auprès des ménages
2) ... auprès de la banque centrale

F) La BCE prête de la monnaie aux banques commerciales...

- 1) ... au taux d'intérêt directeur
2) ... au même que taux que celui proposé aux ménages.

G) Lorsque le taux d'intérêt directeur baisse, le taux d'intérêt pratiqué par les banques de second de rang devrait...

- 1) ... augmenter.
2) ... diminuer.

H) Une baisse des taux d'intérêts devrait conduire pour les ménages et les entreprises à...

- 1) ... une hausse de la demande de crédit.
2) ... une baisse de la demande de crédit.

I) Une hausse de la demande de crédit devrait conduire à...

- 1) ... une hausse de la Demande (C+I) et de l'inflation.
2) ... une baisse de la Demande (C+I) et de la désinflation.

J) Une augmentation des taux d'intérêts directeurs aura pour effet...

- 1) ... une hausse de la Demande (C+I) et de l'inflation.
2) ... une baisse de la Demande (C+I) et de la désinflation.

K) Pour répondre à la crise conjoncturelle de 2008 et la déflation, la BCE a...

- 1) ... diminué son taux directeur.
2) ... augmenté son taux directeur.

L) La politique monétaire non conventionnelle repose sur...

- 1) ... le guidage prospectif (« **forward guidance** »)
2) ... l'assouplissement quantitatif (« **quantitative easing** »)
3) ... 1) et 2).

M) Le guidage prospectif consiste à modifier la demande de crédit des agents en...

- 1) ... modifiant le taux d'intérêt directeur.
2) ... utilisant la crédibilité de la BCE pour modifier les anticipations des agents.
3) ... achetant des titres sur les marchés financiers.

N) Le « quantitative easing » a pour objectif...

- 1) ... d'augmenter la quantité de monnaie en circulation et donc de faire baisser les taux d'intérêt.
2) ... de diminuer la quantité de monnaie en circulation et donc de faire baisser les taux d'intérêt.
3) ... de diminuer la quantité de monnaie en circulation et donc de faire augmenter les taux d'intérêt.

O) Pour augmenter la quantité de monnaie en circulation et donc diminuer les taux d'intérêts, la BCE...

- 1) ... achète des titres aux S.F.
2) ... vend des titres aux S.F.
3) ... ni 1). Ni 2).

P) L'inflation peut aussi permettre en dépréciant la valeur de la monnaie face aux autres monnaies...

- 1) ... de favoriser les importations.
2) ... de favoriser les exportations.

A) La politique monétaire en Europe est conduite par :

- 1) La FED 2) La BCE

B) Une hausse du prix moyen des biens et services correspond à...

- 1) ... une désinflation
2) ... une déflation
3) ... une inflation

C) L'objectif principal de la BCE est de...

- 1) ... éviter l'inflation
2) ... maintenir un taux d'inflation autour de 2% (Critère de Maastricht)

D) Le « prix » de la monnaie ou du crédit est à associer...

- 1) ... au taux d'inflation
2) ... au taux d'intérêt

E) Les banques commerciales empruntent de l'argent...

- 1) ... auprès des ménages
2) ... auprès de la banque centrale

F) La BCE prête de la monnaie aux banques commerciales...

- 1) ... au taux d'intérêt directeur
2) ... au même que taux que celui proposé aux ménages.

G) Lorsque le taux d'intérêt directeur baisse, le taux d'intérêt pratiqué par les banques de second de rang devrait...

- 1) ... augmenter.
2) ... diminuer.

H) Une baisse des taux d'intérêts devrait conduire pour les ménages et les entreprises à...

- 1) ... une hausse de la demande de crédit.
2) ... une baisse de la demande de crédit.

I) Une hausse de la demande de crédit devrait conduire à...

- 1) ... une hausse de la Demande (C+I) et de l'inflation.
2) ... une baisse de la Demande (C+I) et de la désinflation.

J) Une augmentation des taux d'intérêts directeurs aura pour effet...

- 1) ... une hausse de la Demande (C+I) et de l'inflation.
2) ... une baisse de la Demande (C+I) et de la désinflation.

K) Pour répondre à la crise conjoncturelle de 2008 et la déflation, la BCE a...

- 1) ... diminué son taux directeur.
2) ... augmenté son taux directeur.

L) La politique monétaire non conventionnelle repose sur...

- 1) ... le guidage prospectif (« **forward guidance** »)
2) ... l'assouplissement quantitatif (« **quantitative easing** »)
3) ... 1) et 2).

M) Le guidage prospectif consiste à modifier la demande de crédit des agents en...

- 1) ... modifiant le taux d'intérêt directeur.
2) ... utilisant la crédibilité de la BCE pour modifier les anticipations des agents.
3) ... achetant des titres sur les marchés financiers.

N) Le « quantitative easing » a pour objectif...

- 1) ... d'augmenter la quantité de monnaie en circulation et donc de faire baisser les taux d'intérêt.
2) ... de diminuer la quantité de monnaie en circulation et donc de faire baisser les taux d'intérêt.
3) ... de diminuer la quantité de monnaie en circulation et donc de faire augmenter les taux d'intérêt.

O) Pour augmenter la quantité de monnaie en circulation et donc diminuer les taux d'intérêts, la BCE...

- 1) ... achète des titres aux S.F.
2) ... vend des titres aux S.F.
3) ... ni 1). Ni 2).

P) L'inflation peut aussi permettre en dépréciant la valeur de la monnaie face aux autres monnaies...

- 1) ... de favoriser les importations.
2) ... de favoriser les exportations.

Une politique de la concurrence trop stricte...

(relativement aux nations hors marché européen)

La politique de la concurrence est parfois accusée de s'opposer à la politique industrielle qui vise à améliorer les performances des entreprises et la puissance industrielle d'un pays (voire d'une zone économique). Par conséquent, la politique de la concurrence nuirait aussi à la compétitivité des entreprises, et donc à l'emploi, en sanctionnant les entreprises par des amendes et en refusant certaines opérations de fusions-acquisitions. Ces critiques émergent à l'aune des pratiques de puissances commerciales concurrentes, en particulier les États-Unis et la Chine. La politique de la concurrence serait mise en œuvre de manière plus stricte dans l'Union européenne que dans les autres pays (notamment les États-Unis) et serait plus contraignante envers les aides d'État.

... notamment quant aux opérations de concentration...

(nécessaires à la compétitivité de l'Europe) ...

Le contrôle des opérations de concentration a été critiqué à plusieurs reprises lors de refus de rapprochements, par exemple Aérospatiale-Alenia-De Havilland en 1991, Pêchiney-Alcan-AgrouP en 2000, Schneider-LeGrand en 2002, et plus récemment Alstom-Siemens (décision du 6 février 2019). Il faut toutefois noter que les refus sont très peu nombreux. Certaines entreprises anticipant la difficulté à conclure la concentration, renonceraient à présenter des projets et, parfois, seraient *in fine* rachetées par des entreprises en dehors de l'UE (par exemple le groupe Pirelli racheté par la société chinoise CNRC). Par conséquent, la politique de la concurrence nuirait à l'émergence de grands champions européens, et particulièrement dans des secteurs stratégiques et de haute technologie. Or, ces grands groupes européens seraient un facteur d'innovation, de croissance et d'emploi. Ces groupes seraient des concurrents des champions nationaux chinois qui eux bénéficient d'une politique industrielle offensive (« Nouvelles routes de la Soie » par exemple), ou encore des firmes américaines davantage protégées contre la concurrence mondiale depuis l'élection de Donald Trump (mesures protectionnistes).

... qui doivent être fondées aux yeux de la commission très exigeante...

(un cumul de conditions) ...

Néanmoins, le droit européen autorise certaines ententes, si elles procurent des avantages économiques en contribuant à l'amélioration de la production ou de la distribution, au progrès technique ou économique et à l'intérêt des consommateurs et en n'éliminant pas la possibilité de la concurrence. Ces conditions sont cumulatives et doivent être réunies simultanément pour échapper au principe de l'interdiction.

... en revanche trop peu réactive face à l'émergence de la « nouvelle économie ».

Enfin, la politique européenne de la concurrence peine à faire face à l'essor des plateformes numériques, essentiellement américaines (GAFAM : Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et chinoises (BATX : Baidu, Alibaba, Tencent, Xiamoi), dont la nature repose sur l'acquisition de positions dominantes. Ces géants du numérique, en proposant leurs services sur le web, peuvent localiser leur siège social dans un pays différent de celui où se trouvent leurs utilisateurs et ayant un taux d'imposition des sociétés moins élevé. Cette situation crée des conditions de concurrence défavorables et prive certains États membres de recettes fiscales. Des négociations internationales (dans le cadre de l'OCDE) en faveur d'une taxation plus juste de l'économie numérique sont en cours.

Une politique de la concurrence trop stricte...

(relativement aux nations hors marché européen)

La politique de la concurrence est parfois accusée de s'opposer à la politique industrielle qui vise à améliorer les performances des entreprises et la puissance industrielle d'un pays (voire d'une zone économique). Par conséquent, la politique de la concurrence nuirait aussi à la compétitivité des entreprises, et donc à l'emploi, en sanctionnant les entreprises par des amendes et en refusant certaines opérations de fusions-acquisitions. Ces critiques émergent à l'aune des pratiques de puissances commerciales concurrentes, en particulier les États-Unis et la Chine. La politique de la concurrence serait mise en œuvre de manière plus stricte dans l'Union européenne que dans les autres pays (notamment les États-Unis) et serait plus contraignante envers les aides d'État.

... notamment quant aux opérations de concentration...

(nécessaires à la compétitivité de l'Europe) ...

Le contrôle des opérations de concentration a été critiqué à plusieurs reprises lors de refus de rapprochements, par exemple Aérospatiale-Alenia-De Havilland en 1991, Pêchiney-Alcan-AgrouP en 2000, Schneider-LeGrand en 2002, et plus récemment Alstom-Siemens (décision du 6 février 2019). Il faut toutefois noter que les refus sont très peu nombreux. Certaines entreprises anticipant la difficulté à conclure la concentration, renonceraient à présenter des projets et, parfois, seraient *in fine* rachetées par des entreprises en dehors de l'UE (par exemple le groupe Pirelli racheté par la société chinoise CNRC). Par conséquent, la politique de la concurrence nuirait à l'émergence de grands champions européens, et particulièrement dans des secteurs stratégiques et de haute technologie. Or, ces grands groupes européens seraient un facteur d'innovation, de croissance et d'emploi. Ces groupes seraient des concurrents des champions nationaux chinois qui eux bénéficient d'une politique industrielle offensive (« Nouvelles routes de la Soie » par exemple), ou encore des firmes américaines davantage protégées contre la concurrence mondiale depuis l'élection de Donald Trump (mesures protectionnistes).

... qui doivent être fondées aux yeux de la commission très exigeante...

(un cumul de conditions) ...

Néanmoins, le droit européen autorise certaines ententes, si elles procurent des avantages économiques en contribuant à l'amélioration de la production ou de la distribution, au progrès technique ou économique et à l'intérêt des consommateurs et en n'éliminant pas la possibilité de la concurrence. Ces conditions sont cumulatives et doivent être réunies simultanément pour échapper au principe de l'interdiction.

... en revanche trop peu réactive face à l'émergence de la « nouvelle économie ».

Enfin, la politique européenne de la concurrence peine à faire face à l'essor des plateformes numériques, essentiellement américaines (GAFAM : Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et chinoises (BATX : Baidu, Alibaba, Tencent, Xiamoi), dont la nature repose sur l'acquisition de positions dominantes. Ces géants du numérique, en proposant leurs services sur le web, peuvent localiser leur siège social dans un pays différent de celui où se trouvent leurs utilisateurs et ayant un taux d'imposition des sociétés moins élevé. Cette situation crée des conditions de concurrence défavorables et prive certains États membres de recettes fiscales. Des négociations internationales (dans le cadre de l'OCDE) en faveur d'une taxation plus juste de l'économie numérique sont en cours.